

Questions orales

Le ministre reconnaît-il, en outre, que le gouvernement a formulé trois avis différents dans ce dossier? Il a commencé par dire que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis était irréprochable. Il a ensuite affirmé que les négociations concernant l'ALÉNA seraient l'occasion d'améliorer l'ALÉ. Enfin, il soutient maintenant, semble-t-il, que l'accord ne sera pas ratifié tant que les conditions posées par les États-Unis relativement aux accords parallèles sur les normes du travail et sur l'environnement n'auront pas été remplies.

Sa position a-t-elle encore changé?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, notre position n'a absolument pas changé. Il existe un accord de libre-échange nord-américain que nous ferons ratifier en bonne et due forme à la Chambre des communes dès que cela pourra se faire. Le ministre vient simplement de décrire l'échéancier prévu.

Le président Clinton m'a laissé entendre qu'il était fortement en faveur de l'Accord de libre-échange que nous avons conclu avec les États-Unis en 1988 et il a confirmé au président Salinas qu'il souscrit à l'Accord de libre-échange nord-américain dans sa forme actuelle.

Il se peut effectivement qu'il souhaite faire adopter des accords parallèles n'ayant aucune incidence sur l'accord principal, mais nous n'en avons pas été avisés. D'après les renseignements que nous tenons du président Clinton et de ses collaborateurs, il est un fervent libre-échangiste et, de ce fait, devrait souscrire pleinement à des initiatives telles que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Nous sommes enchantés de pouvoir compter sur un dirigeant tel que lui aux États-Unis dans la poursuite de ces visées communes.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre.

Permettez-moi de dire que, vu les déclarations que le premier ministre a faites à la Chambre, plus tôt aujourd'hui, concernant les erreurs économiques du passé, nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes étonnés, c'est le moins qu'on puisse dire, de l'entendre dire que son gouvernement, au cours des derniers mois qu'il lui reste, cherchera—et je crois citer correctement les paroles du premier ministre—une ratification de l'ALÉNA dans les plus brefs délais. Le premier ministre a tenu ces propos même si le nouveau président des États-Unis a dit qu'il désire étudier attentivement cet accord et que le Congrès

de même que la nouvelle administration américaine ont déclaré qu'ils chercheront à conclure des ententes sur les normes environnementales et professionnelles.

Comme le premier ministre a admis avoir commis des erreurs économiques par le passé, pourquoi n'est-il pas plus prudent et ne met-il pas de côté le processus de ratification de l'ALÉNA par le Canada jusqu'à ce que nous prenions connaissance de la version définitive qui résultera d'un examen par le nouveau gouvernement américain, le président et le Congrès des États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Étant donné que le député est réputé pour l'exactitude des propos qu'il tient à la Chambre, je souligne à regret qu'il vient par inadvertance de faire une affirmation fort inexacte en disant que j'avais reconnu avoir commis des erreurs économiques. Il devrait lire la transcription qui est là; je suis sûr qu'il voudra corriger les propos qu'il vient de tenir sur le parquet de la Chambre des communes.

J'ai été intéressé par son deuxième argument, où il faisait part à la Chambre du point de vue du futur président Clinton. Il était intéressant d'entendre le député, en ce sens que, dans les conversations que j'ai eues avec le futur président Clinton, il ne m'a pas fait part d'un tel point de vue.

• (1450)

Une voix: Vous n'avez peut-être pas posé les bonnes questions.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, le premier ministre a eu la plupart de ses conversations avec l'actuel président des États-Unis, qui sera bientôt un ex-président. D'ailleurs, il pourra aller le retrouver très prochainement pour faire de la pêche à plein temps au Maine.

Je voudrais reposer la même question au premier ministre. Le prochain gouvernement américain a déjà fait savoir qu'il demanderait des ententes parallèles au sujet des normes environnementales et des normes professionnelles. Le Congrès a déclaré qu'il examinerait l'ALÉNA de très près et qu'il pourrait demander des modifications.

Est-ce qu'il ne serait pas prudent, vu que les prévisions du gouvernement sur l'emploi étaient mauvaises, celles sur la TPS étaient mauvaises, celles sur l'accord de libre-échange étaient mauvaises, celles sur le déficit étaient mauvaises, ne serait-il pas prudent d'attendre que le nouveau gouvernement américain ait examiné l'accord et ait proposé des changements et que le Congrès l'ait étudié, avant d'aller aveuglément de l'avant une nouvelle fois?